

# CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DU VAL DE MARNE

*Service Facturation Achats Marchés Immobilier*

MARCHES DES ORGANISMES DE  
SECURITE SOCIALE DU REGIME GENERAL

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P.)

**ORGANISME CONTRACTANT :** L'ASSURANCE MALADIE DU VAL DE MARNE  
93/95, avenue du Général de Gaulle  
94000 CRETEIL

**OBJET DE L'ACCORD-CADRE :**

**TRAVAUX DE PEINTURE & SOLS SOUPLES POUR L'ENSEMBLE DES  
SITES DE LA CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DU VAL DE  
MARNE**

**Accord-cadre à bons de commande**

La procédure utilisée est celle visée aux articles L. 2123-1-1° et R. 2123-1-1° du code de la commande publique.

Date d'établissement : Mai 2025

## SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE - DISPOSITIONS GENERALES.....	3
1.1 - Objet de l'accord-cadre.....	3
1.2 - Parties contractantes .....	3
1.3 - Décomposition.....	3
1.4 Mode de passation .....	3
1.5 Type d'accord-cadre .....	3
1.6 Modification de l'accord-cadre .....	4
ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS .....	4
ARTICLE 3 – DUREE DE L'ACCORD-CADRE .....	5
ARTICLE 4 - SOUS TRAITANCE.....	5
ARTICLE 5 – CLAUSE DE REEXAMEN .....	5
ARTICLE 6 – MODALITES D'EXECUTION DES TRAVAUX.....	6
ARTICLE 7 – CONDITIONS D'ETABLISSEMENT DES PRIX.....	6
7.1 - Contenu des prix .....	6
7.2 - Réserves .....	6
ARTICLE 8 – ELABORATION DES PRIX ET VARIATION .....	6
8.1 – Prix de règlement .....	6
8.2 – Révision des prix.....	7
8.3 - Clause de réserve .....	7
ARTICLE 9 – MODALITES DE FACTURATION ET DE REGLEMENT .....	7
9.1 Modalités de transmission des factures .....	7
9.2 Modalités de règlement .....	8
ARTICLE 10 – PENALITES .....	9
ARTICLE 11 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE.....	10
ARTICLE 12 - MESURE D'ORDRE SOCIAL .....	10
ARTICLE 13 – REGLES DE SECURITE ET OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE.....	10
ARTICLE 14 - RESPONSABILITE DU TITULAIRE .....	11
ARTICLE 15 – ASSURANCES .....	11
ARTICLE 16 – AVANCE .....	11
ARTICLE 17 – RECEPTION .....	11
ARTICLE 18 – MESURES D'ORDRE ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL.....	11
ARTICLE 19 – RESILIATION .....	12
ARTICLE 20 – DISPOSITIF DE VIGILANCE (Article D 8222-5 du Code du Travail) .....	12
ARTICLE 21 - EXECUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE .....	12
ARTICLE 22 – REGLEMENT DES LITIGES .....	12
ARTICLE 23 – CHANGEMENT DE SITUATION DU TITULAIRE .....	13
ARTICLE 24 - DEROGATIONS AU CCAG-T.....	13

## **ARTICLE 1 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE - DISPOSITIONS GENERALES**

### **1.1 - Objet de l'accord-cadre**

Le présent accord-cadre a pour objet des travaux de peinture intérieure/extérieure et de sols souples de l'ensemble des bâtiments constituant le patrimoine immobilier de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Val de Marne.

Le titulaire est soumis, en permanence, à une obligation de résultat pendant toute l'exécution du marché public.

### **1.2 - Parties contractantes**

Les parties contractantes sont :

- **d'une part**, LA CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DU VAL DE MARNE, représentée par le Directeur Général, désignée ci-après par l'expression « **l'Organisme contractant** ».
- **d'autre part**, la société, ou l'entreprise titulaire du marché public, désignée ci-après par l'expression « **le Titulaire** ».

Le représentant du pouvoir adjudicateur est **Monsieur le Directeur Général de la CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DU VAL DE MARNE**.

Le Comptable assignataire est **Monsieur le Directeur Comptable et Financier de la CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DU VAL DE MARNE**.

### **1.3 - Décomposition**

Le présent accord-cadre ne fait pas l'objet d'un allotissement au sens des articles L. 2113-11 et R. 2113-2 du code de la commande publique car les prestations de peinture et de revêtements de sol présentent une forte interdépendance dans leur exécution. Elles doivent être réalisées selon un phasage très coordonné et dans des délais restreints, nécessitant une organisation unique et fluide. L'exécution par un seul titulaire permet de garantir la continuité du chantier, de limiter les interfaces entre entreprises et d'assurer une meilleure maîtrise des délais et de la qualité.

La division du marché en lots impliquerait une coordination accrue entre plusieurs titulaires, ce qui entraînerait des surcoûts de gestion et de pilotage non négligeables pour le Pouvoir Adjudicateur.

Le recours à une entreprise unique permet également de mieux garantir la sécurité sur le chantier, en limitant la coactivité et en assurant un interlocuteur unique pour les mesures de prévention.

### **1.4 Mode de passation**

La présente consultation est passée selon les dispositions de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de Sécurité sociale et les dispositions du code de la commande publique.

### **1.5 Type d'accord-cadre**

Le présent marché public est un accord-cadre de travaux mono-attributaire sans montant minimum et avec un montant maximum de **700.000 € HT** sur toute la durée de l'accord-cadre soit quatre (4) ans.

## **1.6 Modification de l'accord-cadre**

Il est prévu qu'il puisse être modifié dans les conditions prévues aux articles R.2194-1 à R.2194-5 du code de la commande publique, notamment pour des ajustements techniques sur le contenu des prestations ou des conditions de réalisation.

### **ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) a pour objet de compléter l'Acte d'Engagement et de définir les obligations juridiques, administratives et financières des parties qui les ont acceptées pour l'exécution du présent marché.

Le présent accord-cadre est constitué par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux par les documents contractuels suivants, par ordre de priorité décroissante :

**Pièce n° 1** : L'Acte d'Engagement (A.E) du titulaire et son annexe relative au bordereau de prix unitaires (BPU) sous format Excel acceptés par l'organisme. Ces documents devront être signés et datés par le titulaire qui y apposera son cachet. Ils seront visés par l'Organisme et seul l'exemplaire original conservé par le pouvoir adjudicateur fait foi.

**Pièce n° 2** : Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P) de mai 2025, dont seul l'exemplaire original conservé par le pouvoir adjudicateur fait foi.

**Pièce n° 3** : Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) de mai 2025 dont seul l'exemplaire original conservé par le pouvoir adjudicateur fait foi.

**Pièce n° 4** : Le livret de sécurité du prestataire et la charte visiteur.

**Pièce n° 5** : Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Travaux (CCAG-Travaux), approuvé par arrêté du 30 mars 2021, en vigueur lors de la remise des offres.

**Pièce n° 6** : Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

**Pièce n° 7** : L'offre technique du Titulaire.

**Pièce n° 8** : Les bons de commande émis en cours d'exécution de l'accord-cadre.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives de l'accord-cadre, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

Les conditions générales de vente du titulaire éventuellement jointes à l'offre ne se substituent en aucun cas aux conditions contractuelles du présent accord-cadre qui seules font foi. Toutefois, elles peuvent s'appliquer si elles ne contreviennent pas aux clauses prévues par l'accord-cadre.

Le Titulaire ne pourra se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, tous textes administratifs nationaux ou locaux applicables dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre et d'une manière générale, de tout texte ou de toute réglementation intéressant son activité pour autant que ces textes soient d'ordre public ou qu'ils suppléent au silence des autres pièces contractuelles.

### **ARTICLE 3 – DUREE DE L'ACCORD-CADRE**

L'accord-cadre prendra effet à compter de sa date de notification pour une durée d'un an, reconductible trois fois par période successive d'un an sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre (4) ans.

Toutefois, en cas de non reconduction de l'accord-cadre, l'organisme contractant en informera le titulaire par courrier moyennant un préavis de deux (2) mois avant la fin de la période en cours.

De même, durant cette période de quatre ans, l'organisme contractant aura la faculté de résilier l'accord-cadre à tout moment, par lettre recommandée avec accusé de réception, moyennant un préavis d'un (1) mois.

Par ailleurs, dans le cas où le titulaire ne respecterait pas ses obligations, l'accord-cadre pourrait être résilié dans les conditions visées à l'article 18 du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.).

Le Titulaire de l'accord-cadre ne pourra refuser la reconduction, ni prétendre au versement d'une quelconque indemnité en cas de non reconduction.

### **ARTICLE 4 - SOUS TRAITANCE**

Un recours éventuel à la sous-traitance, s'il n'est pas interdit, doit demeurer exceptionnel.

Le sous-traitant doit être déclaré dans les conditions prévues aux articles R. 2193-1 et suivants du code de la commande publique.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation de l'accord-cadre pour faute du titulaire (article 50.3 du CCAG-Travaux).

### **ARTICLE 5 – CLAUSE DE REEXAMEN**

Conformément aux dispositions des articles L.2194 -1 et R.2194-1 du Code de la Commande Publique, le présent accord-cadre pourra être modifié, selon les circonstances suivantes :

- Suppression de la prestation de peinture et sols souples, suite à la vente ou à la fermeture d'un bâtiment de la CPAM du VAL DE MARNE ;
- Ajout d'une prestation de peinture et de sols souples suite à l'ajout d'un nouveau bâtiment ;
- Cession du contrat au profit d'un nouveau titulaire dans le cadre d'une restructuration de l'entreprise titulaire (fusion, acquisition, absorption) à condition que cette modification n'entraîne aucune modification substantielle du contrat et que l'opérateur économique présenté remplisse les critères de sélections initiaux.

**NOTA :** Le maître d'ouvrage mettra en œuvre cette modification de façon unilatérale. Sa décision sera matérialisée par l'envoi d'un courrier recommandé au titulaire du marché public.

Le prix de la prestation sera établi par le titulaire du marché à la suite d'une négociation avec le maître d'ouvrage sur les mêmes bases que les prix du marché notamment aux mêmes conditions économiques.

La négociation se déroulera selon les modalités et conditions fixées par le maître d'ouvrage au moment de la survenance du besoin.

Ces clauses de réexamen feront l'objet d'une décision écrite, soit d'un courrier recommandé, soit d'une modification au contrat et seront notifiées au titulaire du marché. En cas de désaccord entre les parties, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de résilier l'accord-cadre.

## **ARTICLE 6 – MODALITES D'EXECUTION DES TRAVAUX**

Chaque bon de commande est notifié au Titulaire par courriel et comporte les mentions suivantes:

- ❖ Le numéro de l'accord-cadre mentionné en 1ère page de l'acte d'engagement
- ❖ La date d'émission
- ❖ Le numéro du bon de commande
- ❖ Les nom et adresse du Titulaire
- ❖ La désignation des prestations
- ❖ Le délai et lieu de livraison
- ❖ Le montant hors taxe
- ❖ Le taux et le montant de la TVA
- ❖ Le montant total TTC
- ❖ Le courriel de facturation
- ❖ La signature de la personne habilitée ou de son délégataire

A réception, le Titulaire dispose de vingt-quatre (24) heures pour faire valoir d'éventuelles observations par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-T. En leur absence, le bon de commande est réputé accepté et devient exécutoire en l'état.

## **ARTICLE 7 – CONDITIONS D'ETABLISSEMENT DES PRIX**

### **7.1 - Contenu des prix**

Les prix du présent accord-cadre, figurant dans le BPU, sont des prix unitaires, qui comprennent tous les frais et sujétions liés à la prestation, de sorte qu'aucune plus-value ne puisse s'y ajouter.

Ils sont fermes durant la 1<sup>ère</sup> année.

Le Titulaire est tenu, moyennant ces prix, de mener toutes les prestations prévues au marché à leur parfaite exécution, y compris celles insuffisamment décrites, mais nécessaires au complet achèvement de la mission dont il se déclare technicien spécialisé.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations. Les prix sont établis hors TVA, libellés en euros. Le taux applicable de la taxe à la valeur ajoutée (TVA) est celui en vigueur au jour de la facturation.

### **7.2 - Réserves**

Dès la consultation du dossier et avant la remise de l'offre, le candidat prendra soin de signaler par écrit à l'Organisme toute anomalie ou insuffisance qui lui apparaîtrait.

En aucun cas, il ne pourra arguer des imprécisions, erreurs ou omissions des Cahiers des Clauses Administratives et Techniques Particulières pour justifier une demande de supplément.

## **ARTICLE 8 – ELABORATION DES PRIX ET VARIATION**

### **8.1 – Prix de règlement**

Les prix du présent accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du premier jour du mois dans lequel se situe la date fixée pour la remise des offres : ce mois est appelé « mois zéro » (soit **juin 2025**).

Si la remise des offres est reportée, la base de réputation des prix « mois zéro » restera celle correspondant à la date fixée initialement pour la remise des offres.

## **8.2 – Révision des prix**

Les prix sont fermes pour une durée d'un an, puis à l'issue de la 1ère année, ils pourront faire l'objet d'une révision à l'initiative du titulaire chaque année à la date anniversaire par application de la formule suivante :

$$P = P_o \times (BT01/BT01o)$$

Dans laquelle :

**P =** Prix révisés

**P<sub>o</sub> =** Prix initiaux

**BT01 =** Index Bâtiment « Tous corps d'état » base 2010 dernier indice connu à la date de révision.

**BT01<sub>o</sub> =** Index Bâtiment « Tous corps d'état » base 2010 du « mois zéro » soit juin 2025.

En cas de disparition ou substitution d'un indice, un indice analogue ou substitué sera pris en compte.

Le Titulaire s'engage à fournir les nouveaux tarifs sous la forme d'un nouveau BPU, ainsi que les éléments de calcul retenus, au moins **un (1) mois** avant la date d'entrée en vigueur.

A défaut d'une proposition de révision par le titulaire, les prix de l'accord-cadre initial resteront inchangés.

## **8.3 - Clause de réserve**

Toutefois, dans la mesure où les prix révisés à la hausse viendraient à dépasser le seuil annuel de 5 % par rapport à ceux précédemment pratiqués, l'Organisme Contractant se réserve le droit de résilier unilatéralement l'accord-cadre moyennant un préavis de deux (2) mois, sans indemnité. Cette résiliation serait alors notifiée par lettre recommandée avec avis postal de réception.

## **ARTICLE 9 – MODALITES DE FACTURATION ET DE REGLEMENT**

### **9.1- Modalités de transmission des factures**

En application des dispositions de l'article L.2192-3 et L.2392-3 du code de la commande publique, le Titulaire est invité, si possible, à privilégier la transmission des factures sous forme électronique.

**Nota :** le dispositif décrit ci-après peut s'appliquer également à ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct.

Pour ce faire, le Titulaire doit utiliser la solution informatique gratuite et sécurisée mise à sa disposition, le portail public de facturation dénommé « Chorus Pro », dans les conditions définies au présent article.

**L'application Chorus Pro est accessible depuis l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr>.**

Le Titulaire est informé que Chorus Pro est le vecteur exclusif de transmission des factures sous forme dématérialisée : toute transmission de factures par un procédé de dématérialisation autre

que Chorus Pro, ou toute transmission par Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après, ne sera pas acceptée.

Par suite, en cas de réception d'une facture électronique non adressée via Chorus Pro, la CPAM 94 informera le Titulaire du rejet de sa facture par mail ou par courrier et l'invitera à s'y conformer. En cas de réception d'une facture adressée via Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après, ou comportant des informations erronées, la CPAM 94 informera le titulaire du rejet de sa facture par message généré via Chorus Pro, et l'invitera à réadresser via le portail une facture dûment rectifiée.

Ainsi, le Titulaire devra, pour pouvoir déposer ses factures, renseigner les champs suivants dans l'outil :

- Le numéro de SIRET, qui identifiera la CPAM 94 en tant que destinataire de la facture : **323 914 143 00132**
- Le code service qui permettra de distinguer les différents services d'une même structure : **4013**

En cas d'interrogation sur les modalités d'utilisation de ce dispositif, le titulaire pourra consulter :

- le site Communauté Chorus Pro à l'adresse : <https://communaute-choruspro.finances.gouv.fr/>
- l'aide en ligne du portail Chorus Pro.

### **Mentions devant figurer sur les factures électroniques**

Les factures devront comporter à *minima*, en application de l'article D.2192-2, les indications suivantes, conformes au marché public :

- nom et adresse du Titulaire ;
- le numéro de facture (la numérotation des factures est chronologique et continue) ;
- nom et adresse du destinataire ;
- le numéro du bon de commande ;
- le numéro du présent accord-cadre ;
- le cas échéant, le numéro de son compte bancaire ou postal tel que précisé dans le présent article ;
- la date d'émission de la facture ;
- prestations effectuées, désignation des produits livrés, dates de livraison et quantités ;
- le prix unitaire H.T ou lorsqu'il y a lieu le prix forfaitaire, montant de la T.V.A. et le prix T.T.C ;
- le prix total HT, montant total TVA, prix total TTC.

### **9.2- Modalités de règlement**

Les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique.

Les prestations sont payables sur présentation de la facture.

La CPAM 94 se libère des sommes dues en exécution du présent accord-cadre en domiciliant ses paiements au crédit du compte ouvert du Titulaire tel qu'indiqué dans l'acte d'engagement, ou à tout autre compte communiqué, par courrier, par le Titulaire. Cette modification ne donne pas lieu à la rédaction d'un avenant.

L'Agent Comptable de la CPAM 94 règle les sommes dues en exécution du présent accord-cadre dans un délai de 30 jours, à compter de la réception de la facture, après réalisation par le Titulaire et réception par la CPAM 94 des fournitures dans les conditions prévues à l'article 6 du présent accord-cadre.

En cas de présentation de facture non conforme, ce délai est suspendu. Cette suspension fait l'objet d'une notification au Titulaire par lettre recommandée, ou par mail, permettant de garantir une date certaine. Elle précise les raisons qui, imputables au Titulaire, s'opposent au paiement, ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la réception par l'Organisme contractant, de la totalité des justifications qui ont été réclamées au Titulaire.

Le non-paiement dans les délais des sommes dues par la CPAM 94 en application du présent accord-cadre donne lieu de plein droit, et sans autre formalité, au profit du Titulaire :

- Au versement des intérêts moratoires au profit du Titulaire :  
Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.  
Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de dix points de pourcentage.
- Au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros.

Les intérêts moratoires ne sont pas assujettis à la T.V.A.

## **ARTICLE 10 – PENALITES**

Il est précisé que d'une manière générale, les dates et délais d'intervention à planifier ou prévus dans les documents sont impératifs. En cas de non-respect de ces dates, le titulaire se verra appliquer une pénalité forfaitaire de 250 euros par journée de retard.

Pour ce qui est du matériel remis au titulaire en début d'exécution (badges et clés bleues entre autres), il se verra appliquer une pénalité de 500 euros par badge et une pénalité de 1500 euros par clé bleue en cas de perte ou non restitution à l'échéance de l'accord-cadre.

En ce qui concerne le travail dissimulé et conformément à l'article L.8222.6 du code du travail, des pénalités peuvent être infligées au titulaire du marché s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail. L'Organisme contractant pourra appliquer une pénalité correspondant à 10% du montant annuel TTC de l'accord-cadre.

Les pénalités présentant un caractère forfaitaire, sont déclenchées par la seule constatation du retard, manquement etc., sans que l'Organisme ait à établir que ledit retard, manquement etc. lui ait causé un préjudice particulier.

Elles sont cumulables et non révisables.

Si le retard est dû à la force majeure ou au fait de l'Organisme, le représentant du pouvoir adjudicateur pourra prononcer une prolongation du délai d'exécution effaçant les pénalités dues. Pour bénéficier des dispositions de l'alinéa précédent, le titulaire devra signaler à l'Organisme, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel et qui, selon lui, échappent à sa responsabilité.

Il disposera à cet effet, d'un délai de dix jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-T, ces pénalités sont dues dès le premier euro.

**ARTICLE 11 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE**

Le présent accord-cadre est dispensé d'une retenue de garantie.

En cas de nantissement est désigné comme Comptable assignataire, Monsieur le Directeur Comptable et Financier de l'Organisme.

**ARTICLE 12 - MESURE D'ORDRE SOCIAL**

La durée horaire maximale du personnel employé devra être conforme à la réglementation en vigueur et au Code du Travail.

Le Titulaire et l'Organisme s'engagent, pour leur part respective, à mettre en application les dispositions du Décret n° 92.158 du 20 février 1992.

**ARTICLE 13 – REGLES DE SECURITE ET OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE**

Le Titulaire devra se conformer au règlement intérieur de l'Organisme et respecter les règles de confidentialité.

Le Titulaire et son personnel se reconnaissent soumis au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations et décisions dont ils auront connaissance au cours de l'exécution du présent accord-cadre (article 226-13 et suivants du Code Pénal et articles 29 de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée par la loi n°2004-801 du 6 août 2004).

Le Titulaire s'interdit de communiquer à quiconque, directement ou indirectement tout ou partie des informations qui lui sont communiquées ou dont il aurait connaissance à l'occasion du présent accord-cadre.

Le Titulaire se porte garant du respect par ses employés, mandataires ou sous-traitants dûment autorisés de l'engagement de confidentialité exposé ci-dessus.

Le Titulaire reconnaît que toute divulgation peut léser les intérêts de la CPAM du Val-de-Marne et engage sa responsabilité.

Cette obligation deviendrait caduque si l'information était divulguée en dehors de l'intervention de sa partie débitrice.

Cette clause de confidentialité à l'attention du personnel extérieur s'inscrit dans le cadre de la protection du système d'information de la CPAM du Val-de-Marne.

Elle correspond aux obligations légales applicables au personnel en matière de secret professionnel.

Le Titulaire respecte les obligations souscrites au titre du présent article pendant la durée de validité de l'accord-cadre, puis après sa fin, qu'elle qu'en soit la cause.

Le non-respect de ces dispositions peut entraîner la résiliation de l'accord-cadre sans préavis et l'engagement d'une procédure de dédommagement dans le cadre de la réglementation applicable.

Le Titulaire est responsable de ses préposés, et notamment du non-respect des consignes de sécurité, des accidents survenant par le fait de son personnel, des dégâts produits ainsi que des vols de ses employés.

Il est entendu que, toute personne étrangère à l'entreprise (conjoint, enfants) ne doit en aucun cas pénétrer dans les immeubles de la CPAM du Val-de-Marne. Le titulaire devra se conformer à la charte du visiteur qui lui aura été remis au moment de la notification de l'accord-cadre.

Dans le cadre des présentes dispositions, le Titulaire reconnaît avoir pris connaissance du « Livret de sécurité du Prestataire » qui lui aura été remis au moment de la notification du présent accord-cadre.

#### **ARTICLE 14 - RESPONSABILITE DU TITULAIRE**

Le Titulaire est seul responsable des contraventions aux lois et règlements, et ne peut exercer aucun recours contre l'Organisme en cas de condamnation encourue par lui, ses préposés ou ses ouvriers.

Le Titulaire a notamment la charge entière de la stricte application des lois et règles (notamment celles de la législation et de la réglementation du travail).

Il affirme sous peine de résiliation de plein droit de l'accord-cadre, ou de sa mise en régie, à ses torts exclusifs (ou aux torts exclusifs de la Société pour laquelle il intervient), qu'il ne tombe pas (ou que ladite Société ne tombe pas) sous le coup de l'interdiction de l'article 50 modifié de la loi n° 52.401 du 14 avril 1952.

Il atteste sur l'honneur que le travail sera réalisé avec ses salariés employés régulièrement au regard des articles D.8222-4 à D.8222-5 (pour la France) et D. 8222-6 à D. 8222-8 (pour l'étranger) du Code du Travail.

Il est tenu, dans le cadre des prestations faisant l'objet du présent accord-cadre, de veiller à ce que toutes les précautions soient prises en matière de prévention des accidents, pour son propre personnel, pour le personnel de l'Organisme et pour les tiers.

Il demeure responsable de ces accidents et il est tenu, de garantir l'Organisme de toute action qui serait dirigée contre lui pour des faits de cette nature.

#### **ARTICLE 15 – ASSURANCES**

Le Titulaire devra remettre obligatoirement avant exécution de l'accord-cadre, une attestation d'assurance "Responsabilité Civile" garantissant les dommages corporels, matériels et immatériels causés tant aux personnes avec lesquelles il est lié par un contrat, qu'aux tiers.

#### **ARTICLE 16 – AVANCE**

Dans le cadre de cet accord-cadre, une avance est accordée au titulaire lorsque le montant du bon de commande est supérieur à 50 000 euros HT et la durée d'exécution du bon est supérieure à deux mois.

#### **ARTICLE 17 – RECEPTION**

Les opérations de réception sont spécifiées aux articles 41 et suivants du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG-T).

#### **ARTICLE 18 – MESURES D'ORDRE ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL**

Le Titulaire prend en compte dans l'exécution de sa prestation des objectifs de développement durable et met en œuvre tous les moyens dont il dispose pour y parvenir. De même, sur l'axe social, il s'emploiera à mettre en place des actions visant à la formation de son personnel, à l'amélioration de leurs conditions de travail, à favoriser l'insertion des personnes éloignées du travail ou en situation de handicap.

## **ARTICLE 19 – RESILIATION**

En cas de retard dans les délais d'exécution, d'incapacité, de mauvaise foi, de négligence, de non-respect de l'obligation de confidentialité ou de mauvaise exécution des prestations par le Titulaire, l'Organisme contractant se réserve le droit de résilier, sans mise en demeure préalable, le présent accord-cadre sans que le Titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnisation, et le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

La résiliation de l'accord-cadre aura lieu de plein droit en cas de liquidation des biens du Titulaire. La résiliation sera notifiée au Titulaire par lettre recommandée avec A.R, moyennant un préavis d'un mois.

Outre les cas de résiliation mentionnées dans le présent document, l'Organisme peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général fondé sur une réorganisation de service, une évolution de fonctionnement, des techniques, des besoins ou de politique de l'établissement.

Dans ce cas, par dérogation à l'article 50.4 du CCAG-Travaux, cette résiliation n'ouvre pas droit à indemnisation du titulaire sauf si ce dernier apporte les justifications utiles et nécessaires des frais et investissements éventuellement engagés pour l'exécution de l'accord-cadre jusqu'à son terme, qui n'aurait pas été prise en compte dans le décompte de résiliation.

De même, en application de l'article L. 2195-5 du code de la commande publique, le marché pourra être résilié en raison d'un manquement constaté par la Cour de justice de l'Union européenne.

## **ARTICLE 20 – DISPOSITIF DE VIGILANCE (Article D 8222-5 du Code du Travail)**

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification et jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du Code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plate-forme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'Organisme, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

A défaut, l'accord-cadre pourra être résilié aux torts du titulaire. Ainsi, le pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire.

## **ARTICLE 21 - EXECUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE**

En cas d'inexécution des prestations par le Titulaire, ou de non production des pièces et attestations mentionnées à l'article 20 du présent document, l'Organisme se réserve le droit de faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire.

## **ARTICLE 22 – REGLEMENT DES LITIGES**

Les litiges relatifs à l'exécution du présent accord-cadre qui ne peuvent être réglés par voie d'arbitrage ou d'accord amiable entre les parties, seront soumis aux juridictions de droit commun.

Tous les actes de procédures seront notifiés au domicile réel du Titulaire.

De plus, les parties contractantes donnent attribution de compétence à la loi française et aux juridictions du département du Val-de-Marne.

L'instance chargée des procédures de recours est le :

**Tribunal de Grande Instance  
rue Pasteur Valléry Radot  
94000 CRETEIL  
Tél. : 01-49-81-16-00**

### **ARTICLE 23 – CHANGEMENT DE SITUATION DU TITULAIRE**

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur, les modifications survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à son relevé d'identité bancaire ;
- et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement du titulaire pouvant influencer sur l'exécution de l'accord-cadre.

L'Organisme contractant s'engage réciproquement en ce sens.

### **ARTICLE 24 - DEROGATIONS AU CCAG-T**

<b>ARTICLES DU CCAG-T</b>	<b>ARTICLES DU CCAP</b>
<b>4.1</b>	<b>2</b>
<b>19.2.1</b>	<b>10</b>
<b>8</b>	<b>15</b>
<b>50.4</b>	<b>19</b>